

COMMUNICATION FINANCIÈRE

RÉSULTATS ANNUELS 2021

Mise à disposition du Rapport Financier Annuel 2021

HPS met à la disposition du public son Rapport Financier Annuel pour l'année 2021
au niveau de la rubrique « Investor Relations » de son site web <https://www.hps-worldwide.com/>

À propos de HPS

HPS est une multinationale, leader dans la fourniture de solutions et services de paiement pour les émetteurs, les acquéreurs, les processeurs, les opérateurs de réseaux mobiles (MNOs), la grande distribution, les organisations indépendantes de vente (ISOs), ainsi que les switches nationaux et régionaux dans le monde. PowerCARD est une suite complète de solutions de HPS qui couvre toute la chaîne de valeur des paiements. Elle permet des paiements innovants grâce à sa plateforme ouverte qui assure le traitement de toutes les transactions initiées par tous les moyens de paiement en provenance de n'importe quel canal. PowerCARD est utilisé par plus de 450 institutions dans plus de 90 pays. HPS est cotée à la Bourse de Casablanca depuis 2006 et possède des bureaux dans les principaux centres d'affaires (Afrique, Europe, Asie, Moyen-Orient). Plus d'informations sur : www.hps-worldwide.com

HPS - Siège Social

Casablanca Nearshore Park, Shore 1 - 1100, bd Al Qods - Sidi Maârouf
20270 - Casablanca - Morocco - Tel: + 212 529 045 000

Contact

invest@hps-worldwide.com



Faits marquants

- ▶ Croissance de 14,4% des revenus consolidés, avec une contribution de 64% des revenus récurrents.
- ▶ Marge EBITDA de 22,6%, en amélioration de 0,6 point.
- ▶ Hausse de 28,1% du backlog avec une part récurrente de 74%.
- ▶ Renforcement de la capacité financière du Groupe avec une trésorerie de 306 M MAD, en hausse de 36,5%.

« Pour HPS, 2021 est une année de progrès. La poursuite de la stratégie de développement a permis au Groupe de réaliser des avancées majeures. HPS a renforcé ses business modèles grâce notamment à la montée en puissance de son activité Processing, qui a intégré deux acquisitions d'envergure tout en réalisant une solide croissance organique. Notre plateforme de Processing PowerCARD dispose désormais d'une couverture géographique élargie à 27 pays en Afrique, faisant de HPS le leader du Processing sur le continent. Malgré les contraintes de mobilité, les équipes HPS ont pu continuer à déployer l'ensemble des projets à travers le Monde et développer notre présence dans des régions à fort potentiel de croissance (Asie, Afrique du Sud,...). Pour continuer à supporter son développement dans le futur, le Groupe HPS a adopté une nouvelle organisation qui permettra d'accélérer la réalisation de sa stratégie de développement tout en augmentant sa capacité d'innovation et de recherche & développement » M. Mohamed HORANI – Président du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de HPS s'est réuni le 16 mars 2022 sous la présidence de M. Mohamed HORANI pour examiner l'activité de la société et arrêter les comptes au 31 décembre 2021.

Analyse de l'activité

Revenus consolidés

En 2021, HPS a réalisé des revenus consolidés de 833,3 M MAD, en hausse de 14,4%, avec une accélération durant le second semestre liée notamment à l'amélioration du contexte sanitaire au niveau mondial. Cette croissance repose sur :

- La croissance organique des activités du Groupe dont les revenus augmentent de 4,8%.
- La contribution des nouvelles acquisitions, avec une croissance externe des revenus de 9,6%.

Activité Processing

Les revenus de l'activité atteignent 207,1 M MAD, en hausse de 111,6%, représentant désormais 26% des revenus consolidés, contre 14% en 2020. Cette dynamique s'explique par une très forte croissance organique de 40,3% de l'activité et par la contribution des acquisitions de ICPS et de IPRC. En 2021, l'activité Processing a été marquée par :

- L'intégration des entités ICPS et IPRC, qui viennent consolider la position du Groupe en tant que leader du Processing des paiements en Afrique et renforcer les services autour de l'offre Processing.
- La forte hausse de l'activité Switching liée à un retour progressif à la normale après une année 2020 marquée par des mesures de confinement et de restrictions sanitaires qui ont fortement impacté l'activité des commerces au Maroc.
- La poursuite de la croissance de l'activité Paiement avec un renforcement des activités en Afrique, au Moyen-Orient et en Europe, mais également la concrétisation des premiers contrats Paiement en Asie-Pacifique.

Activité Solutions

Les revenus de l'activité Solutions s'établissent à 495,8 M MAD, soit une croissance de 3,6% par rapport à 2020 et une croissance de 4,6% sur la base des chiffres 2020 pro forma. Avec l'amélioration graduelle de la situation sanitaire au niveau mondial au second semestre, les équipes HPS ont pu revenir à un rythme normal de déploiement des projets PowerCARD dans les différentes régions d'activité.

L'activité Solutions a également enregistré une solide performance commerciale en 2021, avec un renforcement important du carnet de prospection et avec la concrétisation de nouveaux contrats de la part de plusieurs institutions de premier rang.

Activité Services

Après un début d'année marqué par l'impact des restrictions sanitaires en France sur les réalisations de l'activité, l'allègement progressif de ces restrictions a permis de redresser les performances. La mise en œuvre des synergies avec les autres activités du Groupe et l'amélioration du contexte sanitaire, à partir du quatrième trimestre, ont contribué à limiter à 5,1% la baisse des revenus, qui était de -8,1% au premier semestre.

Profitabilité & capacité bénéficiaire

HPS enregistre un EBITDA de 188,7 M MAD, générant une marge EBITDA de 22,6% en amélioration de 0,6 pt par rapport à 2020. Cette performance résulte du pilotage efficace des coûts ayant accompagné le développement de l'activité durant l'année :

- Augmentation de 11,3% des achats & charges externes, en lien avec la hausse des charges de sous-traitance et des frais de déplacement ayant repris avec la levée progressive des restrictions sanitaires.
- Hausse de 17,1% des charges de personnel, liée à l'augmentation organique des effectifs (+11,5%) et l'intégration des nouvelles acquisitions.
- Progression des frais liés à la recherche & développement, qui représentent 12,4% des revenus consolidés.

Le résultat d'exploitation du groupe se situe à 144,4 M MAD, avec une marge opérationnelle de 17,3%, en amélioration de 0,8 pt.

Au terme de l'année, HPS enregistre un résultat net consolidé de 98,8 M MAD, en hausse de 17,1% et de 10,2% sur une base pro forma. Cette évolution est principalement due à :

- L'amélioration du résultat financier.
- La baisse du résultat non courant sous l'effet des charges non courantes liées à la nouvelle organisation (5,9 MMAD) et de la mise en place de la Contribution Sociale de Solidarité au Maroc (2,5 MMAD).

Backlog

Résultat d'un effort commercial soutenu, notamment durant le second semestre, le Groupe HPS a enregistré une nette progression des ventes et du backlog au titre de l'année. A fin 2021, le backlog s'établit à 733,4 M MAD, contre 572,8 M MAD, en hausse de 28,1%.

Cette solide progression s'explique aussi bien par une importante prise de commande au niveau des activités Solutions et Processing, que par la contribution significative des nouvelles acquisitions :

- La finalisation de contrats majeurs durant le second semestre portant sur le déploiement de plusieurs projets PowerCARD (Licence & SaaS) et sur des contrats de maintenance.
- L'apport des projets et contrats récurrents dans le cadre de l'intégration des entités ICPS & IPRC.

La poursuite de la consolidation des activités de HPS autour de sa plateforme PowerCARD s'est traduite par la contribution croissante des revenus récurrents au backlog, représentant 74% à fin 2021.

Position de trésorerie & solidité financière

La maîtrise continue des cycles d'implémentation des différents projets et la gestion optimale du BFR sur l'ensemble de l'année ont permis de renforcer davantage la solidité financière du Groupe HPS. Combinés à la croissance des revenus, ces efforts se sont traduits par un flux net opérationnel de 181,9 M MAD contre 126,2 M MAD à fin 2020, contribuant ainsi au renforcement des capacités du Groupe à accompagner son développement dans le futur.

Au terme de l'année, le Groupe HPS dispose d'une position de trésorerie de 306 M MAD, en progression de 36,5% par rapport à 2020.

Principales réalisations

Solutions +3,6% / +4,6%*

2021	495,8 MMAD
2020*	473,9 MMAD
2020	478,6 MMAD

- ▶ Renforcement de la base client en Asie
- ▶ Forte activité upselling
- ▶ Signature de nouvelles migrations vers la version 3.5 de PowerCARD

*Chiffres pro forma (2020 incluant les acquisitions)

Processing +111,6% / +18,4%*

2021	207,1 MMAD
2020*	174,9 MMAD
2020	97,9 MMAD

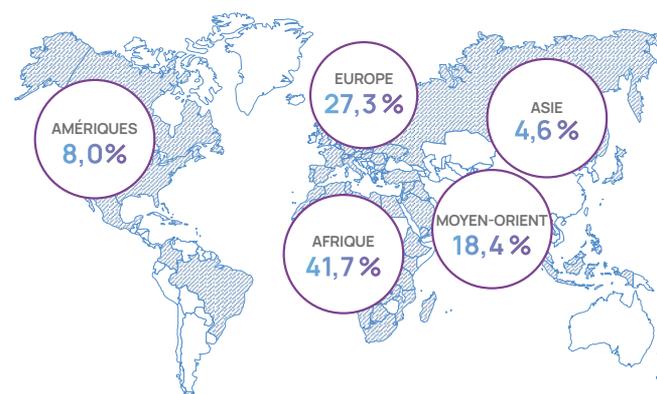
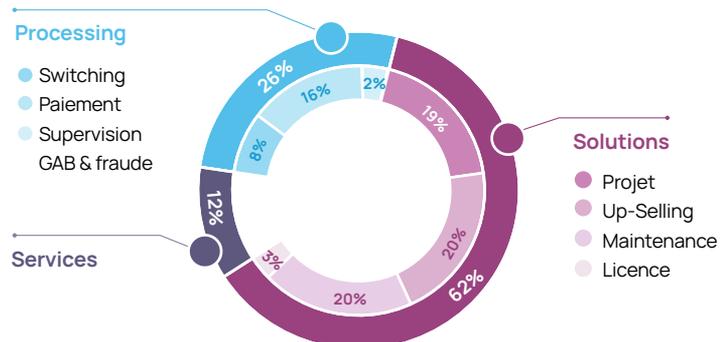
- ▶ Contribution des nouvelles acquisitions (IPRC et ICPS)
- ▶ Renforcement du portefeuille et mise en production de nouveaux clients
- ▶ Forte reprise du Switching

Services -5,1%

2021	94,5 MMAD
2020*	99,6 MMAD
2020	99,6 MMAD

- ▶ Reprise de la mise en œuvre des projets à partir du quatrième trimestre
- ▶ Renforcement des synergies avec les autres activités du Groupe

Répartition des revenus par activité et par zone géographique



Chiffres clés consolidés

MONTANT EN M MAD	2021	2020	VARIATION	2020 PROFORMA	VARIATION
Produits d'exploitation	833,3	728,5	+ 14,4%	800,5	+ 4,1%
Dont revenus récurrents	531,1	448,6	18,4%	520,9	2,0%
Résultat d'exploitation	144,4	120,5	+ 19,8%	140,4	+ 2,9%
Marge d'exploitation	17,3%	16,5%	+ 0,8 pt	17,5%	- 0,2 pt
EBITDA	188,7	160,2	17,8%	183,4	+2,9%
Marge EBITDA	22,6%	22,0%	+ 0,6 pt	22,9%	-0,3 pt
Résultat net (part du groupe)	98,8	84,4	17,1%	89,7	10,2%
Marge nette	11,9%	11,6%	+ 0,3 pt	11,2%	+ 0,7 pt
Résultat par action	140,5	119,9	17,1%	127,5	10,2%
Recherche et développement	103,2	92,7	+ 11,3%	-	-
Trésorerie fin de période	305,2	223,6	+ 36,5%	-	-
Backlog	733,4	572,8	+ 28,1%	-	-

Perspectives

Grâce à la solidité de ses fondamentaux, à la diversité de ses business modèles et à son effort soutenu de Recherche & Développement, le Groupe HPS est positionné pour profiter pleinement de l'évolution actuelle de l'industrie du paiement à l'échelle mondiale. La nouvelle organisation, la stratégie de renforcement des Delivery Centers pour supporter localement le développement des activités à l'international et la mise sur le marché future de la version 4 de PowerCARD devraient continuer à porter la croissance organique du Groupe durant les prochaines années et permettre de renforcer la contribution des revenus récurrents. Par ailleurs, après l'intégration réussie de ICPS et de IPRC, le Groupe ambitionne d'accélérer son développement grâce à sa stratégie de croissance externe.

BILAN ACTIF

	31/12/2021	31/12/2020
Actif immobilisé	293 636 527	186 410 028
Écart d'acquisition	103 589 946	-
Immobilisations incorporelles	89 980 610	89 781 771
Immobilisations corporelles	38 175 789	40 461 825
Immobilisations financières	3 863 551	1 926 364
Titres mis en équivalence	58 026 630	54 240 069
Actif circulant	1 072 019 170	996 509 440
Stocks et en cours	73 786 898	77 185 457
Clients et comptes rattachés	609 663 322	561 401 760
Impôts différés actifs	5 067 906	4 028 568
Autres créances et comptes de régularisation	77 715 988	130 336 506
Valeurs mobilières de placement	-	-
Disponibilités	305 785 055	223 557 149
Total de l'Actif	1 365 655 697	1 182 919 468

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

	2021	2020
Chiffre d'affaires	796 695 604	674 068 852
Variation de stocks de produits	2 152 441	7 772 201
Production immobilisée	-	-
Autres produits d'exploitation	34 481 187	46 644 105
Produits d'exploitation	833 329 233	728 485 158
Achats revendus de Marchandises	-28 161	-
Achats consommés	-138 014 359	-103 705 915
Charges externes	-103 725 845	-113 566 853
Charges de personnel	-365 161 711	-311 911 399
Autres charges d'exploitation	-16 227 439	-27 465 273
Impôts et taxes	-21 491 992	-11 615 178
Dotations d'exploitation	-44 248 226	-39 693 360
Charges d'exploitation	-688 897 731	-607 957 978
Résultat d'exploitation	144 431 501	120 527 180
Marge d'exploitation	17,3%	16,5%
Charges et produits financiers	-2 379 932	-19 080 401
Résultat courant des entreprises intégrées	142 051 569	101 446 779
Charges et produits non courants	-10 477 761	-5 900 698
Impôts sur les résultats	-34 320 340	-24 949 967
Résultat net des entreprises intégrées	97 253 469	70 596 113
Quote part dans les résultats des entreprises MEE	10 698 548	15 696 617
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-9 098 740	-1 898 851
Résultat net de l'ensemble consolidé	98 853 277	84 393 880
Intérêts minoritaires	-	-
Résultat net (Part du groupe)	98 853 277	84 393 880
Marge nette	11,9%	11,6%
Résultat par action	140	120

BILAN PASSIF

	31/12/2021	31/12/2020
Capitaux Propres	556 582 145	494 307 750
Capital	70 359 900	70 359 900
Primes d'émission	31 623 410	31 623 410
Réserves consolidées	355 745 559	307 930 561
Résultats consolidés	98 853 277	84 393 879
Capitaux propres part du Groupe	556 582 145	494 307 750
Intérêts minoritaires	-	-
Total Capitaux propres	556 582 145	494 307 750
Passifs à long terme	185 492 666	117 021 475
Dettes financières à long terme	179 938 745	111 964 036
Subventions reçues	-	-
Avances conditionnées	-	-
Provisions pour risques et charges	5 553 921	5 057 438
Passif circulant	623 580 886	571 590 244
Fournisseurs et comptes rattachés	66 298 856	56 741 144
Autres dettes et comptes de régularisation	554 717 641	514 849 101
Impôts différés passifs	1 951 177	-
Trésorerie passif	613 213	-
Total du Passif	1 365 655 697	1 182 919 468

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net	98 853 277	84 393 879
Élimination des charges et produits nets sans effet sur la trésorerie ou non liés à l'activité	-	-
-Dotations aux amortissements	33 048 322	22 912 855
-Variation des impôts différés	927 547	-475 407
-Plus ou moins value de cession	-865 198	2 500 761
-Autres produits (charges) nets sans effets sur la trésorerie	-45 195	1 954 650
-Quote part dans le résultat des sociétés mises en équivalence nette des dividendes reçus	-4 894 510	-8 676 520
Capacités d'autofinancement des sociétés intégrées	127 024 242	102 610 218
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	54 863 594	23 575 774
Flux net de trésorerie liés à l'activité	181 887 836	126 185 992
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-12 348 284	-17 882 428
Cessions d'immobilisations nettes d'impôts	896 744	-
Cession de titres de sociétés mises en équivalence	-	-
Acquisition nette de titre de société consolidée	-115 765 321	-7 409 203
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements	-127 216 861	-25 291 630
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-35 179 950	-
Augmentation du capital en numéraire	-	-
Autres	-306 154	-16 093
Variations des emprunts	66 813 989	36 356 236
Flux des opérations de financement	31 327 886	36 340 143
Mouvements de conversion	-4 384 169	856 301
Augmentation (diminution) de la trésorerie	81 614 693	138 090 806
Trésorerie au début de l'exercice	223 557 149	85 466 344
Trésorerie à la fin de l'exercice	305 171 842	223 557 149

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX

	Capital	Primes d'émission	Écart de changes	Réserves et résultat consolidés	Total part groupe	Minoritaires	Total
Situation au 31 décembre 2018	70 359 900	31 623 410	-644 046	255 157 535	356 496 799	-	356 496 799
Distribution de dividendes	-	-	-	-35 179 950	-35 179 950	-	-35 179 950
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice	-	-	-	93 796 375	93 796 375	-	93 796 375
Écarts de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-1 536 284	-	-1 536 284	-	-1 536 284
Situation au 31 décembre 2019	70 359 900	31 623 410	-2 180 331	313 773 960	413 576 939	-	413 576 939
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice	-	-	-	84 393 880	84 393 880	-	84 393 880
Écarts de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-3 663 069	-	-3 663 069	-	-3 663 069
Situation au 31 décembre 2020	70 359 900	31 623 410	-5 843 399	398 167 840	494 307 750	-	494 307 750
Distribution de dividendes	-	-	-	-35 179 950	-35 179 950	-	-35 179 950
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice	-	-	-	98 853 277	98 853 277	-	98 853 277
Écarts de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-1 398 931	-	-1 398 931	-	-1 398 931
Situation au 31 décembre 2021	70 359 900	31 623 410	-7 242 330	461 841 166	556 582 146	-	556 582 146



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20050 Casablanca
Maroc



Lot 57, Tour CFC
20220 Hay Hassani
Casablanca, Maroc

Aux Actionnaires de la société
HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS S.A. « HPS »
Casablanca Nearshore Park
Shore 1, Secteur A
1100 boulevard Al Qods
Sidi Maârouf, Casablanca

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2021**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse consolidés de la société HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS S.A. et de ses filiales (le « groupe »), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2021, ainsi que le compte de produits et charges consolidé, le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC), y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Ces états de synthèse consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de MAD 556 582 145 dont un bénéfice net consolidé de MAD 98 853 277. Ces états ont été établis en date du 16 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe au 31 décembre 2021, ainsi que du résultat de l'ensemble consolidé pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse consolidés de la période considérée.

Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

• **Comptabilisation du chiffre d'affaires sur les contrats à long terme**

Risque identifié

L'installation des solutions Powercard ainsi que les nouvelles demandes (NRF) sont réalisées sur plusieurs années. Ainsi, leur chiffre d'affaires est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation de la prestation selon le degré d'avancement, déterminé par comparaison des coûts engagés à la clôture aux coûts totaux prévus sur la durée du contrat. Cette méthode vise à reconnaître la marge uniquement sur le chiffre d'affaires comptabilisé.

Nous avons considéré la comptabilisation du chiffre d'affaires et des coûts associés des contrats à long terme comme un point clé de l'audit dans la mesure où les coûts estimés sur ces contrats sont fondés sur des hypothèses opérationnelles et que leur estimation a une incidence directe sur le niveau du chiffre d'affaires et de la marge comptabilisés au titre de chaque exercice.

Réponse d'audit

Dans le cadre de notre audit, les procédures mises en place ont consisté à :

- Prendre connaissance du dispositif de contrôle interne relatif à la comptabilisation des contrats ainsi que des contrôles que nous avons jugé clés pour notre audit, mis en œuvre par les contrôleurs financiers et les responsables opérationnels, notamment ceux relatifs aux coûts imputés par contrat et ceux restant à encourir ;
- Vérifier le calcul arithmétique du chiffre d'affaires résultant de la méthode à l'avancement ;
- Rapprocher les données (chiffre d'affaires, coûts et marge) de la comptabilité analytique avec celles de la comptabilité générale ;
- Réaliser des procédures d'audit analytique en analysant notamment les variations de chiffres d'affaires et de taux de marge significatives d'une période à l'autre.

Pour une sélection de contrats basée sur des critères quantitatifs et qualitatifs (contrats présentant des difficultés techniques dans leur réalisation ou à faible rentabilité), nous avons par ailleurs réalisé les diligences suivantes :

- nous avons rapproché les données financières (chiffre d'affaires, - facturation, coûts et encours de production) figurant dans la fiche de suivi du contrat élaborée mensuellement par le contrôleur de gestion, avec la comptabilité ;
- nous avons corroboré le montant des encours avec les données issues de l'application de saisie des heures par projet ;
- nous avons comparé les montants prévus dans les contrats et/ou avenants avec le chiffre d'affaires retenu pour déterminer le chiffre d'affaires à comptabiliser sur l'exercice ;

- sur la base d'entretiens avec les contrôleurs de gestion et/ou les responsables opérationnels, nous avons apprécié les coûts restant à encourir et le degré d'avancement du contrat qu'ils ont déterminés et sur lesquels se fonde la comptabilisation du chiffre d'affaires et la reconnaissance de la marge.

• **Dépréciation des créances clients**

Risque identifié

Les créances clients s'élèvent à KMAD 609 663 en valeur nette au 31 décembre 2021 dont un montant de KMAD 46 460 de provision pour dépréciation.

Ces provisions sont déterminées sur la base d'une méthode statistique qui se base sur l'ancienneté de la créance (100% de solde pour les créances antérieures à 2 ans et 50% pour les créances antérieures à 1 an). La direction complète éventuellement cette règle par une analyse au cas par cas intégrant d'autres indices de dépréciation (relation commerciale, avancement du projet en question, feed-back des opérationnels).

Nous avons considéré l'estimation du montant de la provision pour dépréciation des créances client comme un point clé de l'audit compte tenu du caractère estimatif de ce processus et son impact significatif sur les comptes.

Réponse d'audit

Dans le cadre de notre audit, les procédures mises en place ont consisté à :

- apprécier la qualité la balance âgée des créances clients en testant pour un échantillon l'ancienneté retenue ;
- tester l'apurement des créances en période subséquente ;
- recalculer la provision sur la base de la méthode statistique retenue par la société ;
- effectuer des entretiens avec les opérationnels pour s'assurer de l'absence de projets bien que récents présentant un risque de recouvrement.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse consolidés conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
 - nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
 - nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
 - nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
 - nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états de synthèse consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
 - nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états de synthèse consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 29 avril 2022

Ernst & Young



Abdeslam Berrada Allam
Associé

Les Commissaires aux Comptes

PwC Maroc



Mounsi Ighiouer
Associé

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements / Provisions	Net au 31/12/2021	Net au 31/12/2020
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	1 926 658	385 332	1 541 326	-
Frais préliminaires	-	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 926 658	385 332	1 541 326	-
Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	45 004 103	30 891 565	14 112 538	14 668 938
Immobilisation en recherche et développement	13 560 538	13 560 538	-	-
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	-	-	-	-
Fonds commercial	3 350 000	-	3 350 000	3 350 000
Autres immobilisations incorporelles	28 093 565	17 331 027	10 762 538	11 318 938
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	45 426 136	33 320 869	12 105 267	11 579 770
Terrains	-	-	-	-
Constructions & Agencement de construction	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage	24 917 790	18 294 488	6 623 302	6 153 773
Matériel transport	3 240 718	2 046 560	1 194 158	422 011
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	17 267 629	12 979 821	4 287 807	4 976 085
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	27 901
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)	283 877 138	1 200 000	282 677 138	154 460 337
Prêts immobilisés	-	-	-	-
Autres créances financières	741 058	-	741 058	741 058
Titres de participation	283 136 080	1 200 000	281 936 080	153 719 279
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
ÉCARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)	-	-	-	-
Diminution des créances immobilisées	-	-	-	-
Augmentation des dettes financières	-	-	-	-
TOTAL I (A+B+C+D+E)	376 234 034	65 797 765	310 436 268	180 709 045
STOCKS (F)	79 337 893	-	79 337 893	77 185 457
Marchandises	-	-	-	-
Matières et fournitures, consommables	-	-	-	-
Produits en cours	79 337 893	-	79 337 893	77 185 457
Produits intermédiaires et produits résiduels	-	-	-	-
Produits finis	-	-	-	-
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	786 977 225	46 599 987	740 377 238	712 146 720
Fournis, débiteurs, avances et acomptes	200 000	140 000	60 000	60 000
Clients et comptes rattachés	742 568 732	46 459 987	696 108 745	639 655 333
Personnel	2 580 682	-	2 580 682	3 400 948
État et autres débiteurs	31 090 483	-	31 090 483	31 401 478
Comptes d'associés	-	-	-	-
Autres débiteurs	4 405 886	-	4 405 886	33 983 007
Comptes de régularisation-Actif	6 131 441	-	6 131 441	3 645 954
TITRES VALEURS DE PLACEMENT (H)	999 897	-	999 897	-
ÉCARTS DE CONVERSION - ACTIF (I)	2 862 839	-	2 862 839	6 522 316
TOTAL II (F+G+H+I)	870 177 854	46 599 987	823 577 867	795 854 493
TRÉSORERIE - ACTIF	79 951 951	-	79 951 951	127 585 805
Chèques et valeurs à encaisser	-	-	-	-
Banques, TG et CCP	79 799 714	-	79 799 714	127 504 326
Caisse, Régie d'avances et accreditifs	152 237	-	152 237	81 479
TOTAL III	79 951 951	-	79 951 951	127 585 805
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	1 326 363 839	112 397 752	1 213 966 086	1 104 149 343

BILAN PASSIF

Rubrique	31/12/2021	31/12/2020
CAPITAUX PROPRES (A)	446 028 149	404 652 702
Capital social ou personnel	70 359 900	70 359 900
Prime d'émission, de fusion, d'apport	31 623 410	31 623 410
Écarts de réévaluation	-	-
Réserve légale	7 035 990	7 035 990
Autres réserves	-	-
Report à nouveau	260 453 452	223 277 287
Résultat nets en instance d'affectation	-	-
Résultat net	76 555 397	72 356 116
CAPITAUX PROPRES ASSIMILÉS (B)	-	-
Subvention d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
DETTES DE FINANCEMENT (C)	137 789 764	57 500 000
Emprunts obligataires	-	-
Autres dettes de financement	137 789 764	57 500 000
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)	-	-
Provisions pour risques	-	-
Provisions pour charges	-	-
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)	-	-
Augmentation des créances immobilisées	-	-
Diminution des dettes financières	-	-
TOTAL I (A+B+C+D+E)	583 817 914	462 152 702
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	603 946 142	613 888 692
Fournisseurs et comptes rattachés	116 687 956	143 209 512
Clients créanciers, avances et acomptes	3 713 363	2 883 205
Personnel	51 431 039	47 473 412
Organisme sociaux	15 006 422	12 137 486
État	12 692 533	8 389 863
Comptes d'associés	-	-
Autres créanciers	720 000	535 000
Comptes de régularisation passif	403 694 829	399 260 214
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	22 550 394	25 345 283
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (H)	3 651 637	2 762 666
TOTAL II (F+G+H)	630 148 173	641 996 641
TRÉSORERIE - PASSIF	-	-
Crédits d'escompte	-	-
Crédits de trésorerie	-	-
Banques (soldes créditeurs)	-	-
TOTAL III	-	-
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	1 213 966 086	1 104 149 343

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

NATURE	2021	2020
PRODUITS D'EXPLOITATION		
* Ventes de marchandises (en l'état)	-	3 241 432
* Ventes de biens et services produits	579 302 834	532 793 455
Chiffre d'affaires	579 302 834	536 034 888
* Variation de stocks de produits	2 152 441	7 772 201
* Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	-	-
* Subventions d'exploitation	8 937 756	10 424 664
* Autres produits d'exploitation	1 998 343	901 396
* Reprises d'exploitation et transferts de charges	21 362 916	34 439 447
Total I	613 754 290	589 572 595
CHARGES D'EXPLOITATION		
* Achats revendus de marchandises	-	2 855 664
* Achats consommés de matières et fournitures	149 548 059	116 758 923
* Autres charges externes	88 351 183	108 832 345
* Impôts et taxes	18 161 233	7 307 085
* Charges de personnel	241 901 276	214 843 511
* Autres charges d'exploitation	15 880 904	27 175 230
* Dotations d'exploitation	27 676 414	25 044 161
Total II	541 519 070	502 816 920
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	72 235 220	86 755 675
PRODUITS FINANCIERS		
* Produits des titres de partic. et autres titres immobilisés	28 988 122	27 020 097
* Gains de change	6 958 007	7 468 947
* Intérêts et autres produits financiers	410 826	237 299
* Reprises financières : transfert charges	6 522 316	870 186
Total IV	42 879 270	35 596 529
CHARGES FINANCIÈRES		
* Charges d'intérêts	5 787 881	2 721 243
* Pertes de change	7 993 361	19 033 556
* Autres charges financières	98 367	313 494
* Dotations financière	2 862 839	6 522 316
Total V	16 742 449	28 590 610
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)	26 136 821	7 005 919
VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)	98 372 041	93 761 594
PRODUITS NON COURANTS		
* Produits des cessions d'immobilisations	700 000	-
* Subventions d'équilibre	-	-
* Reprises sur subventions d'investissement	-	-
* Autres produits non courants	234 253	422
* Reprises non courantes transferts de charges	-	-
Total VIII	934 253	422
CHARGES NON COURANTES		
* Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	15 548	-
* Subventions accordées	-	-
* Autres charges non courantes	4 741 315	5 544 285
* Dotations non courantes aux amortissement et aux provisions	-	-
Total IX	4 756 864	5 544 285
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)	-3 822 611	-5 543 863
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)	94 549 430	88 217 732
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	17 994 033	15 861 616
RÉSULTAT NET (XI-XII)	76 555 397	72 356 116

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION(ESG)

I TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (T F R)			31/12/2021	31/12/2020
	1	+ Ventes de Marchandises (en l'état)	-	3 241 432
	2	- Achats revendus de marchandises	-	2 855 664
I		= MARGE BRUTES VENTES EN L'ÉTAT	-	385 768
		+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	581 455 275	540 565 656
II	3	Ventes de biens et services produits	579 302 834	532 793 455
	4	Variation stocks produits	2 152 441	7 772 201
	5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-	-
		- CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE(6+7)	237 899 242	225 591 269
III	6	Achats consommés de matières et fournitures	149 548 059	116 758 923
	7	Autres charges externes	88 351 183	108 832 345
IV		= VALEUR AJOUTÉE (I+II-III)	343 556 033	315 360 156
V	8	+ Subventions d'exploitation	8 937 756	10 424 664
	9	- Impôts et taxes	18 161 233	7 307 085
	10	- Charges de personnel	241 901 276	214 843 511
		= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	92 431 280	103 634 224
	11	+ Autres produits d'exploitation	1 998 343	901 396
	12	- Autres charges d'exploitation	15 880 904	27 175 230
	13	+ Reprises d'exploitation, transferts de charges	21 362 916	34 439 447
	14	- Dotations d'exploitation	27 676 414	25 044 161
VI		= RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ou-)	72 235 220	86 755 675
VII		+/- RÉSULTAT FINANCIER	26 136 821	7 005 919
VIII		= RÉSULTAT COURANT	98 372 041	93 761 594
IX		+/- RÉSULTAT NON COURANT (+ou-)	-3 822 611	-5 543 863
	15	- Impôts sur les résultats	17 994 033	15 861 616
X		= RÉSULTAT NET	76 555 397	72 356 116
II CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C A F) - AUTOFINANCEMENT				
		Résultat net	76 555 397	72 356 116
	1	Bénéfice +	76 555 397	72 356 116
		Perte -	-	-
	2	+ Dotations d'exploitation (1)	8 766 078	7 287 728
	3	+ Dotations financières (1)	-	-
	4	+ Dotations non courantes(1)	-	-
	5	- Reprises d'exploitation(2)	-	-
	6	- Reprises financières(2)	-	-
	7	- Reprises non courantes(2)(3)	-	-
	8	- Produits des cessions d'immobilisation	700 000	-
	9	+ Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées (retrait)	15 548	-
I		CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	84 637 024	79 643 844
	10	Distributions de bénéfices	35 179 950	-
II		AUTOFINANCEMENT	49 457 074	79 643 844

(1) à l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie
 (2) à l'exclusion des reprises relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie
 (3) Y compris reprises sur subventions d'investissement

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

I Synthèse des masses du bilan				
MASSES	31/12/2021 (a)	31/12/2020 (b)	Variation (a-b)	
			Emplois (c)	Ressources (d)
Financement Permanent	583 817 914	462 152 702	-	121 665 212
Actif Immobilisé	310 436 268	180 709 045	129 727 223	-
FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (A)	273 381 646	281 443 657	8 062 011	-
Actif Circulant	823 577 867	795 854 493	27 723 374	-
Passif Circulant	630 148 173	641 996 641	11 848 468	-
BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B)	193 429 695	153 857 852	39 571 843	-
TRÉSORERIE NETTE (ACTIF - PASSIF)	79 951 951	127 585 805	-	47 633 854
II Emplois et Ressources				
	31/12/2021		31/12/2020	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
RESSOURCES STABLES				
AUTOFINANCEMENT (A)		49 457 074		79 643 844
Capacité d'autofinancement		84 637 024		79 643 844
Distribution de bénéfice	35 179 950	-	-	-
CESSIONS & RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		700 000		-
Cessions d'immobilisations incorporelles		-		-
Cessions d'immobilisations corporelles		700 000		-
Cessions d'immobilisations financières		-		-
Récupération sur créances immobilisées		-		-
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES & ASSIMILÉS (C)		-		-
Augmentations de capital, Apports		-		-
Subventions d'investissements		-		-
AUGMENTATIONS DES DETTES DE FINANCEMENTS (D)		100 000 000		30 000 000
* Autres dettes de financement		100 000 000		30 000 000
TOTAL I . RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		150 157 115		109 643 844
EMPLOIS STABLES				
ACQUISITIONS ET AUG D'IMMOBILISATIONS (E)	136 967 524		17 940 486	
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	3 479 436		4 720 576	
Acquisitions d'immobilisations corporelles	5 271 287		5 810 707	
Acquisitions d'immobilisations financières	128 216 801		7 409 203	
Augmentation des créances immobilisées	-		-	
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	19 710 236		10 000 000	
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)	1 541 326			
TOTAL II . EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	158 219 085		27 940 486	
VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B F G)	39 571 843			8 588 056
VARIATION DE LA TRÉSORERIE		47 633 854	90 291 413	
TOTAL GÉNÉRAL	197 790 927	197 790 927	118 231 899	118 231 899



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20050 Casablanca
Maroc



Lot 57, Tour CFC
20220 Hay Hassani
Casablanca, Maroc

Aux Actionnaires de la société
HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS S.A. « HPS »
Casablanca Nearshore Park
Shore 1, Secteur A
1100 boulevard Al Qods
Sidi Maârouf, Casablanca

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021**

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS S.A. (la « société »), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 446 028 149 dont un bénéfice net de MAD 76 555 397. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 16 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS S.A. au 31 décembre 2021 conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée.

▪ **Dépréciation des créances clients**

• **Risque identifié**

Les créances clients s'élèvent à MAD 696 108 745 en valeur nette au 31 décembre 2021 dont un montant de MAD 46 459 987 de provision pour dépréciation.

Ces provisions sont déterminées sur la base d'une méthode statistique, décrite dans l'état des principales méthodes d'évaluation (Etat A1), qui se base sur l'ancienneté de la créance. La direction complète éventuellement cette règle par une analyse au cas par cas intégrant d'autres indices de dépréciation (relation commerciale, avancement du projet concerné, feedback des opérationnels).

Nous avons considéré l'estimation du montant de la provision pour dépréciation des créances clients comme un point clé de l'audit compte tenu du caractère estimatif de ce processus et son impact significatif sur les comptes.

• **Réponse d'audit**

Dans le cadre de notre audit, nous avons :

- apprécié la fiabilité la balance âgée des créances clients en testant pour un échantillon l'ancienneté retenue ;
- testé l'apurement des créances en période subséquente ;
- recalculé la provision sur la base de la méthode statistique retenue par la société ;
- effectué des entretiens avec les opérationnels pour s'assurer de l'absence de projets qui, tout en ne présentant pas de créances anciennes présentent un risque de recouvrement.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

▪ **Comptabilisation du chiffre d'affaires sur les contrats à long terme**

• **Risque identifié**

L'installation des solutions Powercard ainsi que les nouvelles demandes (NRF) sont réalisées sur plusieurs années. Ainsi, leur chiffre d'affaires est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation de la prestation selon le degré d'avancement, déterminé par comparaison des coûts engagés à la clôture aux coûts totaux prévus sur la durée du contrat. Cette méthode vise à reconnaître la marge uniquement sur le chiffre d'affaires comptabilisé.

Nous avons considéré la comptabilisation du chiffre d'affaires et des coûts associés des contrats à long terme comme un point clé de l'audit dans la mesure où les coûts estimés sur ces contrats sont fondés sur des hypothèses opérationnelles et que leur estimation a une incidence directe sur le niveau du chiffre d'affaires et de la marge comptabilisés au titre de chaque exercice.

• **Réponse d'audit**

Dans le cadre de notre audit, les procédures mises en place ont consisté à :

- Prendre connaissance du dispositif de contrôle interne relatif à la comptabilisation des contrats ainsi que des contrôles que nous avons jugé clés pour notre audit, mis en œuvre par les contrôleurs financiers et les responsables opérationnels, notamment ceux relatifs aux coûts imputés par contrat et ceux restant à encourir ;
- Vérifier le calcul arithmétique du chiffre d'affaires résultant de la méthode à l'avancement ;
- Rapprocher les données (chiffre d'affaires, coûts et marge) de la comptabilité analytique avec celles de la comptabilité générale ;
- Réaliser des procédures d'audit analytique en analysant notamment les variations de chiffres d'affaires et de taux de marge significatives d'une période à l'autre.

Pour une sélection de contrats basée sur des critères quantitatifs et qualitatifs (contrats présentant des difficultés techniques dans leur réalisation ou à faible rentabilité), nous avons réalisé les diligences suivantes :

- nous avons rapproché les données financières (chiffre d'affaires, - facturation, coûts et encours de production) figurant dans la fiche de suivi du contrat élaborée mensuellement par le contrôleur de gestion, avec la comptabilité ;
- nous avons corroboré le montant des encours avec les données issues de l'application de saisie des heures par projet ;
- nous avons comparé les montants prévus dans les contrats et/ou avenants avec le chiffre d'affaires retenu pour déterminer le chiffre d'affaires à comptabiliser sur l'exercice ;
- sur la base d'entretiens avec les contrôleurs de gestion et/ou les responsables opérationnels, nous avons apprécié les coûts restant à encourir et le degré d'avancement du contrat qu'ils ont déterminés et sur lesquels se fonde la comptabilisation du chiffre d'affaires et la reconnaissance de la marge.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Conformément à l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée, nous vous informons que la société a procédé au cours de l'exercice 2021 aux prises de participations suivantes :

- Augmentation de sa participation dans le capital de la filiale « ICPS » de MAD 98 126 801, soit 80%, pour porter son pourcentage de détention global à 100% ;
- Prise de participation de MAD 30 090 000 dans le capital de la société « IPRC », soit 100% de pourcentage de détention.

Casablanca, le 29 avril 2022

Ernst & Young



Abdeslam Berrada Allam
Associé

Les Commissaires aux Comptes

PwC Maroc



Mounsi Ighiouer
Associé